

En quelques Clics

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Bulletin de veille documentaire

n° 204, 18 mai 2017

Au fil de la semaine...

Cohésion et action sociale

• L'aide et l'action sociales en France - édition 2017.

Ministère des Affaires sociales et de la Santé.
Panorama de la DREES. Mai 2017. 138 p. @

Après un premier éclairage sur le périmètre de l'aide et de l'action sociales et sur le financement de l'aide sociale départementale, celle-ci est décrite dans le détail : pour les personnes âgées dépendantes, pour les personnes handicapées, pour la protection de l'enfance et pour l'insertion. L'ouvrage s'attache à exposer les caractéristiques des bénéficiaires de l'aide sociale et la répartition des dépenses associées. Des rétrospectives sont proposées, et les disparités territoriales de l'aide sociale sont analysées.

• Le Revenu minimum social garanti.

M. Vignau ; M-A Grard.

Avis du Cese (synthèse). Avril 2017. 4 p. @

Malgré sa contribution à la réduction des inégalités, notre système de minima sociaux n'est pas parvenu à empêcher la persistance d'un taux de pauvreté élevé. Il favorise insuffisamment l'accès à l'emploi et, plus globalement, aux droits fondamentaux. Focus dans ce document sur le revenu minimum social garanti. Présenté dans notre précédent numéro, la synthèse est désormais en ligne.

• Dossier : mobilité sociale et frustration.

Revue de l'OFCE, n° 150, mai 2017.

Au sommaire du numéro :

• Introduction du dossier : Mobilité sociale et frustration.

Michel Forsé, Maxime Parodi. @

• Frustration relative et individualisation des inégalités.

François Dubet @

• Mobilité entre générations et fluidité sociale en France. Le rôle de l'éducation.

Louis-André Vallet. @

• Comment les Français jugent-ils leur statut social ?

Michel Forsé, Maxime Parodi. @

• Les jeunes face aux injustices et aux discriminations.

Olivier Galland. @

Culture

• Table ronde « L'incidence de la nouvelle donne territoriale sur la politique de décentralisation culturelle » - 17 novembre 2016.

J-M. Bockel.

Sénat - Délégation aux collectivités territoriales.

Rapport d'information, n° 543, mai 2017. 48 p. @

L'essentiel de la Rencontre a été consacré au nouveau cadre institutionnel et financier de l'action culturelle locale, caractérisé par trois évolutions majeures : l'affirmation de nouveaux acteurs (régions fusionnées, intercommunalités élargies, métropoles), la réduction des ressources budgétaires des collectivités, et la recomposition du dialogue entre les collectivités et l'État. La seconde partie a porté sur l'évolution des fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) au sortir de la réforme de la carte des régions. Après avoir rappelé quelques éléments de contexte, le présent rapport présente un compte rendu de ces échanges.

Les régions françaises enfin aménageuses du territoire ?

X. Desjardins ; D. Behar

Population & Avenir, n° 733, pp. 17-19.



• Atlas régional de la culture 2017.

Ministère de la Culture et de la Communication.

Mai 2017. 242 p. @

Cet atlas a pour objectif de réunir un vaste ensemble de données relatives à la culture disponibles au niveau national et permettant une exploitation territorialisée. À la suite de la réforme territoriale mise en œuvre au 1er janvier 2016, la question de l'équilibre entre les régions est plus que jamais présente et il était important de se doter des moyens de les comparer. Cet atlas y contribue.

Démographie - Population

• Projection à l'horizon 2070. Une hausse moins soutenue du nombre d'actifs.

Insee ; Malik Koubi ; Anis Marrakchi.

Insee Première, n° 1646, mai 2017. 4 p. @

Le ralentissement attendu de la population active tendancielle est lié au vieillissement de la population. A titre d'exemple, la forte hausse du nombre de personnes de 70 ans ou plus contribue à la baisse du taux d'activité des 15 ans ou plus. Du fait de la croissance de la population âgée, il n'y aurait plus que 1,4 actif pour un inactif de 60 ans ou plus en 2070, contre 1,9 en 2015.

Développement durable

• L'éolien, une carte à jouer pour les territoires

Ademe.

Le Mag, n° 105, mai 2017. 7 p. @

Considérée comme un important contributeur de la transition énergétique depuis plusieurs années, l'énergie éolienne française confirme son rythme de développement sur terre comme en mer. 20 ans après le début du programme éolien français, coup de projecteur sur les 12 GW d'éolien installés dans l'Hexagone, à l'heure où la réforme territoriale place cette énergie plus que jamais au cœur des enjeux des collectivités.

Egalité – Inégalité

• L'égalité des territoires, cinq ans après.

Stéphane Cordobès.

Tous urbains, n° 17, 1/2017. pp. 6-7.

Propos introductifs de l'auteur : « En 2012, l'« égalité des territoires » naît à la faveur de la campagne de François Hollande et de son élection. Cette création lexicale a tout du geste politique : elle invite à redonner souffle à une approche aménagiste qui après un demi-siècle ne répond plus aux défis posés par l'accroissement des inégalités dans le contexte d'urbanisation généralisée et de globalisation économique. Cinq ans après, et sans que l'on sache si le terme survivra au quinquennat, l'égalité des territoires suscite toujours autant d'interrogations... »

• Vaincre les inégalités

IDDR1 ; AFD. T. Voituriez ; E. Cathelineau ; F. Rivière.

2017. 27 p. (Plate-forme numérique « *Regards sur la terre* »). @

Le monde n'a jamais été aussi riche, mais les inégalités n'ont jamais été aussi grandes au sein des pays, au Nord comme au Sud. Comment l'expliquer ? Quelles pistes pour l'action ?

Gouvernance

- **France 2017. Des mesures immédiates pour une nouvelle gouvernance.**

Tome 3 – Gouvernance territoriale.

Synopia (Think tank). 2017. 16 p. @

Ce document est une synthèse de propositions visant à réformer le mille-feuille territorial, le fonctionnement des collectivités territoriales, le management interne des collectivités, la démocratie participative locale.

Indicateurs

- **Indicateurs de perception des habitants. L'état du consensus sur les modalités de construction des indicateurs de bien-être.**

Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (Audiar).

Avril 2017. 8 p. @

Le décalage entre la mesure de la croissance économique et le bien-être vécu des populations a conduit à la recherche d'indicateurs « alternatifs » pour traduire ce que serait un développement socialement et écologiquement soutenable. Pour fournir aux porteurs d'une telle démarche territoriale des éléments utiles et guider leurs décisions, les grandes étapes de la construction d'un indicateur de bien-être ont été recensées. Dans cette note résumée, chacune d'elles fait l'objet d'une présentation de l'état du consensus mais aussi des options qui restent ouvertes et des éléments qui s'y rapportent.

Jeunesse

- **Manifeste pour une jeunesse sacrifiée.**

Fondation Concorde.

Avril 2017. 25 p. @

La jeunesse connaît un taux de chômage de 25.9%, un salaire moyen deux fois inférieur à celui de la population française, un difficile accès au logement et aura, également, la responsabilité du remboursement de la lourde dette publique de la France, correspondant quasiment à une année de création de richesse. Pour laisser la jeunesse française exprimer pleinement son potentiel, la Fondation propose d'entreprendre les réformes en profondeur.

Littoral

- **La distance à la mer : principal facteur de caractérisation sociodémographique du territoire littoral.**

Commissariat général au développement durable (CGDD) ; SOeS ; Sébastien Colas.

Mai 2017. 52 p. @

"L'utilisation des données sociodémographiques de l'Insee à grande échelle, permet d'analyser finement un territoire à enjeu : le littoral métropolitain. Le bord de mer, bande côtière située à moins de 500 m de la côte, a des caractéristiques socio-démographiques (densité de population, taille des ménages) proches de la moyenne des pôles urbains de métropole. L'arrière-pays, territoire entre 5 000 et 10 000 m de la côte, se rapproche des territoires périurbains. Une part importante de la population littorale vit à proximité d'un site du Conservatoire du littoral ou d'une réserve naturelle. Cette proximité constitue un risque significatif pour l'environnement littoral.

- **L'urbanisation du littoral : un essoufflement ? L'exemple de la Bretagne.**

G. Poupard.

Population & Avenir, n° 733. Mai-juin 2017. pp. 4-8.

Vivre en bord de mer est le rêve de beaucoup de Français et, selon les enquêtes, leur lieu d'habitation préféré. La France a vu, ainsi, se déployer un phénomène d'urbanisation du littoral. Cette « littoralisation » se poursuit-elle en France ou, au contraire, connaît-elle des freins ? Pour répondre à cette question, le choix s'est porté sur la Bretagne, région française ayant le plus long linéaire côtier (2 700 km) et qui concentre 25 % des communes littorales.

- **Lancement des laboratoires d'aménagement du littoral. Communiqué de presse.**

Ministère du Logement et de l'Habitat durable.

9 mai 2017. 2 p. @

Pour accompagner les projets d'aménagement des collectivités dans le respect de la loi littoral, le ministère du Logement et de l'Habitat durable et le Plan urbain construction architecture (Puca) lancent un appel à manifestation d'intérêt auprès d'intercommunalités du littoral souhaitant mettre en œuvre des stratégies d'aménagement innovantes. Les premiers sites pilotes concerneront le littoral breton.

Mobilité - Transport

- **Dossier : Grande vitesse ferroviaire : le présent et l'avenir.**

Y. Crozet ; F. Laroche ; C. Selosse et al.

Infrastructures & Mobilité, n°167, avril 2017. pp. 9-30.

Le modèle TGV interpelle et les futures LGV attendues par les régions seront difficiles à financer. Quelles sont les perspectives de la grande vitesse ferroviaire à la française ? A la veille de la mise en service simultanée de Tours-Bordeaux puis des lignes Bretagne-Pays de la Loire entre Paris-Le Mans et Rennes, ce dossier fait le point et relance le débat.

Rural

- **Peut-on encore sauver l'école rurale ?**

Michèle Foin.

La Gazette, n°18-2365, 8 mai 2017. pp. 30-37.

L'école communale est un service qui détermine significativement l'installation des familles et reste un enjeu majeur pour l'attractivité des villages. Devant la baisse d'effectif de la population scolaire, les maires redoublent d'efforts pour rendre leur école innovante. L'Etat, quant à lui, incite les élus au regroupement des écoles.

Santé

- **Déserts médicaux : comment les définir ? Comment les mesurer ?**

Noémie Vergier ; Hélène Chaput.

Les Dossiers de la Drees, n° 17, mai 2017. 63 p. @

Les vifs débats actuels sur l'accès aux soins, cristallisés autour de la notion de « déserts médicaux », posent une question centrale de mesure et de définition de termes communs. Ce dossier rassemble les éléments chiffrés disponibles et vise à poser quelques jalons dans la recherche de définitions partagées.

- **L'état de santé de la population de la France. Edition 2017.**

N. Fourcade ; F. von Lennep (DREES) ;

I. Grémy ; F. Bourdillon (Santé publique France)

Mai 2017. 436 p. @

Se référer plus particulièrement au chapitre 3 : Mesure des inégalités sociales, déterminants sociaux et territoriaux de la santé.

Ce chapitre présente dans une première partie, un certain nombre d'indicateurs considérés comme déterminants de la santé qu'il s'agisse :

- d'indicateurs de position sociale considérée comme déterminant structurel de la santé, utilisés dans la mesure des inégalités sociales de santé

- d'indicateurs d'accès aux soins.

Dans une deuxième partie, afin de mesurer les disparités sociales en France à un niveau géographique fin, une typologie a été réalisée à partir d'indicateurs sociaux déclinés à l'échelle communale. La typologie obtenue met en relief les situations contrastées qui se retrouvent entre les zones urbaines, périurbaines et rurales, mais aussi les disparités qui existent entre régions et, au sein de celles-ci, pour une même unité urbaine.

- **Cohésion sociale et santé mentale. Les (petites) fabriques de lien.**

J. Marescaux ; E. Hervé ; A. Marques et al.

Parmi les questionnements : la cohésion sociale serait-elle seulement le parent pauvre de la solidarité née de la volonté collective des citoyens ? Ne serait-elle pas aussi l'occasion de nouveaux débats sur l'implication citoyenne où l'on retrouve les valeurs qui nourrissent nos pratiques ? Quelle peut être dans ces débats la place des plus fragiles ? Quels liens pouvons-nous construire pour renforcer cette cohésion ?

Urbain - Urbanisme

• Inégalités socio-spatiales dans les villes et leurs évolutions récentes : comparaison de Besançon, Mulhouse et Strasbourg.

Kawtar Najib.

Cybergeo : European Journal of Geography [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 808, mis en ligne le 23 février 2017. @

Cet article propose de décrire et d'analyser les inégalités socio-spatiales des villes de Besançon, Mulhouse et Strasbourg ainsi que leurs évolutions, tant à partir de la catégorisation des espaces qu'à partir de l'héritage urbain. L'idée est non seulement de mieux comprendre comment les inégalités se construisent dans les villes, mais aussi de mesurer et suivre, entre 1990 et 2007, la dynamique de ces inégalités qui révèle des structures socio-spatiales et des facteurs d'évolution spécifiques.

• L'urbanisme paysager : une pédagogie de projet territorial. [Thèse]

E. Bonnaeu.

Université de Bordeaux Montaigne. Avril 2017. 372 p. @

L'« urbanisme paysager » fait référence à une « vieille » pratique de projet spatial qui accompagne, depuis leurs débuts, l'exercice de la planification urbaine et l'art des plans de ville en France. Elle retrouve aujourd'hui une raison d'être dans un contexte de passage d'une planification urbaine à une planification dite « territoriale », entre ville et campagne, où l'urbanisme ne peut plus seulement se concevoir comme une série d'actes techniques, mais doit s'accompagner d'une pédagogie pour transmettre et partager la prise en charge de ses objectifs environnementaux avec les acteurs socio-économiques locaux. Sur la base d'une analyse réflexive d'expériences pratiques construites entre recherche, action et enseignement, cette thèse a pour objectif d'éclairer l'apport territorialiste à l'urbanisme paysager.

Union européenne

• La politique européenne de transport maritime au regard des enjeux de développement durable et des engagements climat.

Cese ; Jacques Beall. 2017. 114 p.

Le transport maritime européen représente plus de 640 000 emplois directs et 40 % du tonnage brut mondial. En outre, il revêt une importance stratégique dans la mesure où 90 % des marchandises sont transportées par voie maritime dans le monde, dont 70 % dans les eaux européennes. En révisant la stratégie européenne de transport maritime 2009/2018, il revient, entre autres, à l'Union européenne de continuer à assumer un rôle moteur au niveau mondial sur les questions environnementales, en œuvrant pour que l'impact du transport maritime sur l'environnement et le climat soit mieux pris en compte.

Rapport : @ Note de synthèse : @

Outils

• Outils numériques d'aide à la décision pour la planification territoriale stratégique, l'urbanisme et l'aménagement opérationnel.

Care & Consult. 12/2016, 24 p. (Mise en ligne : 5/2017) @

Ce document vise à apporter des éléments d'éclairage sur les enjeux liés aux outils numériques d'aide à la décision. Il est articulé autour de trois parties : présentation des éléments de connaissance généraux sur les outils et sur les données qu'ils nécessitent ; catégorisation des principaux besoins des collectivités ; aide au choix des outils,...

Actualité législative et réglementaire

• Décret n° 2017-754 du 3 mai 2017 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la montagne. @

• Décret n° 2017-755 du 3 mai 2017 relatif à la composition et au fonctionnement des comités pour le développement, l'aménagement et la protection du massif des Alpes, du Massif central, du massif du Jura, du massif des Pyrénées et du massif des Vosges. @

• Décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017 relatif à la procédure de création ou d'extension des unités touristiques nouvelles. @

• Décret n° 2017-933 du 10 mai 2017 portant diverses mesures de simplification et de modernisation relatives aux collectivités territoriales. @

• Décret n° 2017-840 du 5 mai 2017 fixant les valeurs des ratios permettant de déterminer la liste des agglomérations et des établissements publics de coopération intercommunale et la liste des communes mentionnés, respectivement au premier et troisième alinéas du II de l'article L. 302-5 du code de la construction ainsi que de définir les agglomérations de plus de 30 000 habitants sur le territoire desquelles les communes sont susceptibles d'être exemptées de l'application des dispositions de l'art. L. 302-5 et suivants en application du III du même article. @

• Décret n° 2017-835 du 5 mai 2017 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux et pris pour l'application de la loi n° 2017-86 du 27 janv. 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté. @

• Décret n° 2017-693 du 3 mai 2017 créant un conseil scientifique sur les processus de radicalisation. @

• Décret n° 2017-724 du 3 mai 2017 intégrant la planification maritime et le plan d'action pour le milieu marin dans le document stratégique de façade. @

• Décret n° 2017-777 du 5 mai 2017 relatif à l'établissement public Grand Paris Aménagement. @

• Décret n° 2017-1040 du 10 mai 2017 relatif à l'établissement public Paris La Défense. @

• Arrêté du 5 mai 2017 modifiant l'arrêté du 5 novembre 2015 fixant la liste complémentaire des centres-bourgs de communes bénéficiant de l'extension du programme de couverture du territoire en services mobiles. @

• Circulaire du 3 mai 2017 relative au pilotage de l'éducation prioritaire. @

• Circulaire CGET/DVCU/2017/114 du 21 avril 2017 relative à l'amélioration des conditions d'exercice des missions des délégués du préfet. @

• Instruction du Gouvernement du 5 mai 2017 relative à l'adaptation des enjeux de planification urbaine et rurale aux nouvelles échelles d'intercommunalité. @

• Instruction interministérielle du 4 mai 2017 relative à l'organisation des groupements hospitaliers de territoire. @

• Convention du 10 mai 2017 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Territoires d'innovation de grande ambition »). @

Focus Territoires

> Auvergne-Rhône-Alpes

- **Des villes moyennes marquées par leur diversité fonctionnelle et leur insertion dans un réseau métropolitain.**

F-L. Mary-Portas ; P. Bertrand.

Insee – Analyses, n° 39, mai 2017. 4 p. @

> Bretagne

- **Intégrer la santé et les usages dans les projets urbains communaux. Guide méthodologique.**

Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise. Mai 2017. 24 p. @

> Corse

- **Les entreprises créées en Corse toujours plus pérennes qu'en province.**

E. Gaillard.

Insee - Analyses, n° 14, mai 2017. 4 p. @

> Grand Est

- **Mission sur la gouvernance du Nord lorrain. Rapport.**

CGET ; Jean-Christophe. Baudouin ; Julian Lamare et al.

Avril 2017. 94 p. @

- **Université, territoire et effets catalytiques : Quelles politiques pour quels effets ?**

Agence de développement et d'urbanisme de la région strasbourgeoise (Adeus)

Les Notes de l'Adeus, n° 233, 12/2016. 4 p. (en ligne : mai 2017) @

- **Chiffres-clés de l'économie Grand Est.**

CCI Grand Est. Mai 2017. 20 p. @

- **Chiffres-clés Eurométropole de Strasbourg.**

CCI Grand Est. Mai 2017. 20 p. @

> Hauts-de-France

- **Le SCOT et le PLUi. Grandes lignes.**

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole.

Le 4 Pages de l'Agence, Hors-Série #1, mai 2017. 4 p. @

> Ile-de-France / Grand Paris

- **Intercommunalités de l'agglomération parisienne. Portrait économique des 32 nouveaux territoires**

Céline Calvier ; Aurélie Casarotti.

Insee – Analyses, n° 61, mai 2017. 4 p. @

- **La Catalogne et l'Ile-de-France à l'heure du retour de la croissance.**

CROCIS (CCI Ile-de-France) ; M. Le Priol.

Enjeux Ile-de-France, n° 191, mai 2017. 7 p. @

> Mayotte

- **La fréquentation touristique reste stable en 2016. Enquête flux touristiques.**

A-H. Bourahima.

Insee - Analyses, n° 13, mai 2017. 4 p. @

> Nouvelle-Aquitaine

- **Accompagner les changements vers des territoires résilients : quelle résilience pour quels acteurs dans le Bassin de Lacq et dans le massif des Landes.**

J. Rebotier ; C. Bouisset ; S. Clarimont ; S. Nobert.

Rapport de recherche Programme RDT « *La Résilience des Territoires face aux Risques* », 31 mars 2017, 186 p., publié le 10 avril 2017. @